

CONSULTATION PRÉBUDGÉTAIRE 2026

Opinion de la Table des groupes de femmes de Montréal

Priorités budgétaires de la Ville de Montréal : une disproportion inquiétante

La Ville de Montréal prévoit consacrer 1,3 milliard de dollars à la sécurité publique contre seulement 253,5 millions au logement social. C'est cinq fois moins pour un enjeu pourtant reconnu comme une crise majeure touchant l'ensemble de la population montréalaise, et plus particulièrement les femmes et les personnes en situation de précarité.

Qui sommes-nous

La Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM) est un regroupement régional de concertation féministe fondé en 1996. Elle a pour mission de promouvoir et de défendre les intérêts des femmes dans une perspective féministe d'égalité entre les sexes. Elle intervient dans les sphères de la vie sociale, politique, économique et culturelle susceptibles d'influencer les conditions de vie des Montréalaises.

La force de la Table réside dans son membrariat de plus de 70 groupes, composé principalement d'organismes locaux de femmes et de comités femmes issus de syndicats ou d'organismes communautaires. La pluralité et la multisectorialité de ce membrariat lui donnent accès à des expériences, des préoccupations et des analyses diversifiées, directement ancrées sur le terrain.

Dans une perspective féministe ancrée dans la défense des droits, nous saisissons chaque espace de participation citoyenne mis en place par la Ville de Montréal ou autres institutions pour exprimer nos préoccupations face aux décisions politiques qui ont des effets concrets sur les personnes concernées par notre travail.

À la lecture des documents *Perspectives budgétaires 2026* et *Budget 2025 et PDI 2025-2036, Une métropole à échelle humaine*, une tendance claire se dégage : les investissements en sécurité publique sont disproportionnés comparés à ceux dans le logement social, pourtant central à la dignité humaine et à la sécurité des citoyennes et citoyens.

Ce qui nous a profondément interpellées de la représentation graphique présentée à la page 12 du premier document :

- 18% du budget pour la sécurité publique (1 310,6M\$) contre seulement 3,5% pour le logement social (253,5M\$)

Ceci représente cinq fois moins d'argent pour le logement dans le contexte de crise actuel. Cette disproportion est d'autant plus troublante qu'elle persiste même si l'on ajoute le 4,1% dédié à l'aménagement et l'urbanisme. Le total demeure significativement inférieur aux sommes allouées à la sécurité publique.

Un examen plus approfondi des documents présentés en novembre dernier révèle des écarts encore plus significatifs. Selon la schématisation présentée, 1 309,7 M\$ sont prévus pour la sécurité publique et 254,7 M\$ pour le logement. Est-ce qu'il s'agit d'une mauvaise

compréhension de notre part ? Plus préoccupant encore : le pourcentage représentant la collecte des ordures est plus élevé que celui du logement social.

En poursuivant la lecture de ce document, nous avons trouvé des données plus détaillées dans les pages 139 (aménagement urbain) et 144 (sécurité). En comparant les montants dédiés au logement et à la sécurité publique, même en excluant le Service d'incendie de Montréal (SIM), nous constatons encore un montant beaucoup plus élevé pour la sécurité publique. De façon particulièrement frappante, même le remplacement de véhicules représente plus de la moitié du montant indiqué pour le logement hors marché. Notons également la poursuite des programmes de remplacement de véhicules spécialisés du SPVM et du SIM, à hauteur de 256,5M\$. Les véhicules légers sont prioritairement remplacés par des modèles 100% électriques ou hybrides, selon la catégorie visée.

Cette disproportion n'est pas un phénomène nouveau. Au cours des dernières années, la Ville de Montréal a considérablement accru ses investissements en sécurité publique, principalement au profit du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :

- +45 M\$ en 2022
- +60 M\$ en 2023
- +35 M\$ en 2024

Ces hausses s'accompagnent de dépassements budgétaires récurrents, le SPVM excédant son budget de 30 M\$ en moyenne chaque année entre 2017 et 2021, avec un sommet de 50 M\$ en 2022. Ces dépassements sont nettement supérieurs à ceux des autres grandes villes canadiennes.

Entre 2002 et 2022, les dépenses en sécurité publique sont passées de 706 M\$ à 1 087 M\$, occupant traditionnellement une place prépondérante dans le budget municipal (environ 20% des dépenses), soit une proportion plus élevée que dans la plupart des grandes villes canadiennes. Cette croissance s'explique notamment par l'embauche de nouveaux policiers pour la lutte contre la violence armée, l'augmentation des salaires prévue par la nouvelle convention collective, ainsi que l'ajout de fonds pour des opérations spéciales et la prévention de la criminalité.

Dans son mot d'introduction au PDI 2025-2034, la mairesse de Montréal, madame Valérie Plante, mentionne cinq fois le mot « logement », suggérant qu'il s'agit d'une priorité municipale. Pourtant, les chiffres racontent une histoire différente : la sécurité publique reçoit plus de cinq fois le budget alloué au logement.

Ces contradictions sont d'autant plus flagrantes quand on examine les solutions proposées par la Ville face à la crise du logement et à l'augmentation des personnes en situation d'itinérance. Lors de la consultation de l'OCPM en février 2025, la Ville a présenté son document « Les conditions de succès visant à assurer une intégration harmonieuse des ressources dédiées aux personnes en situation d'itinérance dans les quartiers de la métropole » où elle propose principalement une « présence de sécurité accrue » dans l'espace public.

Cela signifie concrètement :

- plus d'agents du SPVM
- plus de personnel dans les équipes mixtes (comme EMMIS)

Nous avons déjà questionné par le passé le déploiement dans d'autres quartiers des équipes mixtes comme EMMIS, car elles n'effectuent pas le travail de rue ou de milieu nécessaire pour accompagner les personnes en situation d'itinérance vers le plein épanouissement.

Plus récemment, la Ville de Montréal et la STM ont annoncé des mesures pour obliger la circulation des personnes qui « flânent » dans les stations de métro. Dans le contexte actuel de crise du logement, ces mesures ciblent clairement les personnes sans domicile fixe cherchant refuge en l'absence de places suffisantes dans les hébergements d'urgence.

Or, ces mesures ne sont ni structurantes ni préventives. Elles ne permettent pas de s'attaquer aux causes systémiques de l'itinérance ou de la pauvreté, et ont déjà été questionnées pour leur inefficacité à accompagner dignement les personnes concernées. Ces mesures ne s'attaquent pas aux causes profondes. Elles déplacent simplement le problème tout en augmentant la vulnérabilité des populations marginalisées, particulièrement les femmes sans-abri qui font face à des risques accrus de violence.

L'accent mis sur la sécurité publique plutôt que sur le logement affecte de manière disproportionnée les femmes, notamment:

- Les femmes à faible revenu qui consacrent une part excessive de leur budget au logement
- Les femmes monoparentales qui peinent à trouver des logements abordables adaptés à leurs besoins
- Les femmes en situation d'itinérance visible ou cachée
- Les femmes racisées et autochtones qui subissent les effets combinés de la crise du logement et du profilage racial

Une présence policière accrue n'est pas synonyme de sécurité pour toutes. Elle augmente au contraire le sentiment d'insécurité chez les personnes ayant subi du profilage (racial ou social) ou des interventions inappropriées lors de crises de santé mentale.

Face à ces constats, nous recommandons une révision substantielle des priorités budgétaires pour 2026 :

- Rééquilibrer le budget en faveur du logement social et abordable
- Investir dans des solutions durables plutôt que dans des mesures de contrôle temporaires
- Financer adéquatement les organismes communautaires qui travaillent directement avec les populations en situation de vulnérabilité
- Développer des programmes d'aide en habitation accessibles et adaptés aux réalités diverses des femmes
- Adopter une approche féministe et intersectionnelle dans l'élaboration des politiques budgétaires

Les grandes priorités d'une ville se reflètent dans son budget. Actuellement, les chiffres sont clairs : Montréal investit massivement dans le contrôle social au détriment de solutions structurantes comme le logement.

Nous exhortons la Ville de Montréal à reconsidérer ses priorités budgétaires pour 2026. Dans un contexte de crise du logement sans précédent, il est impératif de réorienter les ressources vers ce qui améliore véritablement les conditions de vie des Montréalaises et Montréalais, particulièrement celles et ceux en situation de vulnérabilité.